

Convention de mandat de paiement

FEADER Bourgogne-Franche-Comté 2023-2027

Entre les soussignés :

☐ M, ☐ Mme :

Né le : à :

Demeurant à :

OU¹

☐ M, ☐ Mme :

Agissant en qualité de représentant légal de la structure :

Numéro SIRET/SIREN :

Ayant son siège social à :

Ci-après « **le Mandant** »

ET :

☐ M, ☐ Mme :

Agissant en qualité de représentant légal de la structure

De la structure :

Numéro SIRET/SIREN :

Ayant son siège social à :

Ci-après « **le Mandataire** »

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

¹ S'il ne s'agit pas d'une personne physique

Article 1 – OBJET

Par le présent contrat, le Mandant (bénéficiaire) donne au Mandataire (tiers délégué), qui l'accepte, le mandat de percevoir le versement de la subvention concernant le projet décrit ci-après :

Intitulé du projet concerné : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

N° de dossier EURO-PAC : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Dispositif FEADER 23-27 : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Qui fait l'objet d'une demande de subvention FEADER assortie d'une contrepartie nationale.

La mission déléguée est la suivante :

La perception sur le compte n° *indiquez ici le n° IBAN – BIC*
au nom de *Indiquez ici le nom et prénom du titulaire du compte sur lequel l'aide sera versée*

Le Mandant (*bénéficiaire*) est informé de son obligation de respecter ses engagements. Il reste responsable des informations contenues dans sa demande d'aide et dans sa demande de paiement. Il en est de même des pièces justificatives fournies à l'appui de sa demande d'aide et de paiement. Lors des contrôles, les anomalies constatées peuvent, si elles ne sont pas levées, justifier une déchéance de la subvention FEADER. Le Mandant ne peut invoquer une faute du Mandataire pour s'exonérer de sa responsabilité vis-à-vis de l'Autorité de Gestion Régionale qui lui a attribué l'aide FEADER.

Le Mandant (*bénéficiaire*) a accès aux informations transmises par son Mandataire dans EURO-PAC.

Article 2 – DUREE

Le mandat est donné à compter de la date de signature du présent mandat jusqu'au paiement de la dernière demande de paiement (solde) de la subvention citée en objet.

Article 3 – OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1 – Le Mandant²

Le Mandant s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'exécution de sa mission par le Mandataire.

² C'est-à-dire le porteur de projet/bénéficiaire

Il s'engage à informer le Mandataire de tout élément nouveau susceptible d'affecter sa mission.

Le Mandant sera tenu d'exécuter les engagements contractés par le Mandataire, conformément au présent mandat, sauf motif légitime. En revanche, il ne sera pas tenu par les engagements pris par le Mandataire au-delà ou en dehors des termes de son mandat, sauf pour ceux qu'il aurait ratifié expressément et par écrit.

Le Mandant s'engage à informer le service instructeur en cas de révocation du contrat de mandat.

3.2 – Le Mandataire

Le Mandataire est tenu à une obligation de transparence à l'égard du Mandant. Il devra exécuter personnellement le mandat qui lui est confié, conformément aux termes du présent mandat et aux instructions fournies par le Mandant. Toutefois, les parties reconnaissent et déclarent que le Mandataire n'est pas subordonné au Mandant.

Le Mandataire s'engage à déployer ses meilleurs efforts pour l'accomplissement de toutes les démarches, formalités et actes nécessaires et/ou accessoires à l'opération visée par le mandat, avec diligence et célérité.

Sauf en cas de force majeure ou de révocation, il s'engage à conduire jusqu'à son terme l'affaire dont il est chargé au titre du mandat.

Le Mandataire s'engage par ailleurs à tenir le Mandant informé de tous événements ou difficultés relatifs à l'exécution de ses missions. Il doit tenir informé le Mandant de l'avancement de sa mission sur simple demande, et lui rendre compte de sa gestion. Il doit avertir le Mandant de l'achèvement de la mission, quel qu'en soit le résultat.

Le Mandataire s'engage à révéler et tenir transparente sa qualité devant les tiers, en leur indiquant systématiquement la teneur et les limites de sa mission, ainsi que l'identité du Mandant.

Le Mandataire s'engage à ce que la personne désignée qui exécute le présent mandat n'est pas celle qui intervient dans l'instruction du dossier de subvention FEADER et de sa contrepartie.

Article 4 – Confidentialité

Le Mandataire s'engage à respecter la confidentialité des données qui seront fournies par le Mandant ainsi que celles auxquelles il pourrait avoir accès via le téléservice de dépôt de la demande d'aide et de paiement FEADER et à ne pas les utiliser pour d'autres finalités que la délégation confiée par le Mandant.

Le traitement des données a pour objet la gestion des aides relatives au Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) ceci, conformément aux dispositions de l'article n°6.1. (c) du Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD (du 27 avril 2016/679)

Article 5 – Extinction du mandat

Le mandat cessera de plein droit, immédiatement, en cas de décès ou perte de capacité de l'une ou l'autre des parties.

Le mandat pourra être révoqué par la partie qui le souhaite, à tout moment, par lettre recommandée à l'adresse suivante : Région Bourgogne-Franche-Comté – 4 square Castan, CS 51857 – 25031 BESANCON CEDEX.

Article 6 – Règlement des différends

En cas de différends, et avant toute saisine des juridictions compétentes, les Parties sont convenues de déployer leurs meilleurs efforts pour parvenir à une solution amiable. Si le Mandataire est une structure publique, le Mandant peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent via l'application "Télérecours citoyens" : www.telerecours.fr.

Fait à : Le :

En 2 exemplaires originaux

Le Mandant :

Nom et signature (précédée de la mention « Lu et approuvé »)

Le Mandataire :

Nom et signature (précédée de la mention « Lu et approuvé »)

Une copie de ce contrat de mandat ainsi que les pièces justificatives associées devront être enregistrées lors du dépôt de la demande de subvention FEADER sur EURO-PAC.

Pièces justificatives à joindre obligatoirement pour le mandataire et pour les mandants (les pièces déjà fournies au service instructeur pour le mandataire et encore valides n'ont pas à être jointes à nouveau) :

- les pièces d'identité des signataires (mandant(s) et mandataire), en cours de validité ;
- les pouvoirs ou délégations de signature, le cas échéant ;
- un justificatif d'immatriculation au Registre National des Entreprises (RNE) ou extrait Kbis pour les personnes morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés, ou avis SIRENE pour les collectivités, leurs groupements et les établissements publics ;
- le RIB (IBAN + BIC) sur lequel le virement doit être effectué ;
- les statuts pour les structures concernées ;
- un justificatif de propriété le cas échéant en cas de mandants multiples : relevé de propriété (ex. relevé de propriété pour les aides aux propriétaires forestiers) ou attestation notariale permettant d'identifier l'ensemble des membres de l'indivision ou de la propriété démembrée et, le cas échéant, la répartition des droits (si application de la règle des 2/3).